

Quelques enseignements des récentes élections partielles

Une série d'élections partielles à travers la France s'est montrée riche d'enseignements. Examinons-en quelques-uns.

Que ce soit dans les circonscriptions ouvrières du Nord ou de Marseille, ou dans le département à prédominance paysanne de la Nièvre, ou dans le 2^e secteur de Paris, la question de l'Algérie a occupé la première place.

A Marseille, dans le Nord et dans la Nièvre, ce qui fut caractéristique, c'est le déplacement à gauche des électeurs, contre la guerre d'Algérie.

Pour le 2^e tour, sauf à Marseille où ont joué des considérations locales, le candidat du PCF arrivé en tête — loin de voir s'esquisser le « compromis à gauche » qu'il recherche — a vu s'effectuer contre lui la coalition du candidat le mieux placé pour le battre. Une faible partie des électeurs socialistes se prononce au 2^e tour pour le candidat du PCF arrivé en tête. C'est un indice qui atteste qu'une véritable politique de front unique ouvrier, systématiquement poursuivie, serait efficace.

L'élection du 2^e secteur de Paris a des aspects plus complexes. Ce secteur, comme nous l'avions écrit dans notre précédent numéro, est le plus réactionnaire de Paris; c'est qu'il est le secteur le plus bourgeois de France. Dans ses arrondissements on trouve les sièges du commerce de gros, de luxe, des grandes sociétés bancaires, industrielles, etc..., ainsi que les plus importants quartiers résidentiels bourgeois de la capitale. Les

seuls quartiers populaires importants se trouvent en partie dans le 17^e et dans le 18^e. De ce fait, chaque fois qu'il s'est agi d'une élection partielle dans ce secteur, et même au moment des élections générales, on y a assisté à des manifestations claires des tendances au sein de la bourgeoisie. Ainsi en 1952, on avait vu triompher un supporteur d'Edgar Faure, opposé à la politique Pinay à l'époque. En 1956, les mendessistes avaient recueilli un grand nombre de voix, notamment de la part des jeunes bourgeois « intelligents » du 16^e arrondissement.

Pour le vote du 16 mars, on a vu se faire une concentration sur une candidature dont le sens était clair: 6 février 1934, Vichy, et la guerre en Algérie. Indépendants, poujadistes, RGR, radicaux de diverses tendances à l'exception de Mendès-France soutenaient Thomas. Sur le plan « national » s'y opposaient un candidat fasciste avéré, et un général gaulliste. Le MRP n'osa pas entrer dans la lice; le candidat mendessiste allait à la bataille sans espoir.

En face de cela, le PS avait mis en avant un candidat de l'équipe Lejeune-Lacoste, qui dirigea ses coups avant tout contre le candidat du PCF. Celui-ci mit l'accent sur le comité France-Allemagne et mit au second plan la question de l'Algé-

rie. Dans cette circonscription, il n'y avait guère de clientèle pour l'UGS, d'autant plus que son candidat ne pouvait mordre ni sur la clientèle ouvrière du PCF ni non plus sur ce qu'il y a comme petite bourgeoisie (techniciens...) dans ce secteur.

Aussi les résultats ont-ils, sur le plan des partis ouvriers, simplement indiqué que ceux-ci conservent leur clientèle électorale. Il eut fallu une toute autre campagne pour pouvoir, dans ce secteur, soulever un large courant contre la guerre d'Algérie.

Sur le plan de la bourgeoisie, les courants pour une « négociation » n'ont pas eu d'écho: l'équivoque de Billotte permit probablement à celui-ci de recueillir des voix bourgeoises de droite et de gauche. Le succès de Thomas montre que le courant dominant dans la bourgeoisie mise encore sur la bataille à outrance et le succès en Algérie, et que nombre de dirigeants croient que « l'Etat fort » se trouvera bientôt à leur portée.

Certes, les électeurs bourgeois pourraient rapidement voter autrement. Mais pour que leur arrogance et leur confiance diminuent, il faudrait une politique hardie de la part des organisations ouvrières.

On nous écrit de Dakar

Au mois d'août dernier, les travailleurs dakarois connurent une période difficile. Les syndicats déclenchèrent une grève qui avait pour but l'amélioration des salaires. Le mouvement fut soutenu par une majorité remarquable des travailleurs: 85 %. Il débuta par une grève d'avertissement de huit jours qui devait se continuer si, à l'expiration du délai, satisfaction n'était pas obtenue. Les patrons n'acceptant pas les conditions posées par les travailleurs, le mouvement se prolongea durant trois semaines et se termina par une victoire des ouvriers qui furent soutenus par une grève de solidarité de deux jours des fonctionnaires manifestant leur réprobation à l'égard de la complicité du gouvernement de M. Dia Mamadou, ami de Senghor, avec la direction patronale.

L'intransigeance patronale se servit d'une minorité de travailleurs serviles abusés par un avancement exorbitant. Je puis citer le cas d'un camarade de travail qui passa de 18.000 à 28.000 francs CFA par mois. La grève fut suivie d'une ère nouvelle de « répression classique ». Beaucoup de camarades qui avaient directement encouragé la grève perdirent leur place; tel fut mon cas...

...La loi-cadre a donné naissance à un colonialisme nouveau dont les Africains détiennent eux-mêmes les leviers de commande: ce sont les prétendus ministres aux rémunérations horribles et certains dirigeants syndico-politiques.

...Le chômage atteint partout d'énormes proportions. A Dakar il y a 75 % de chômeurs. A Conakry, où je suis passé récemment, le chômage m'a paru encore plus terrible et les salaires sont dérisoires. En Côte d'Ivoire c'est le même cas. Ce pays est le berceau du R.D.A. qui y est certes puissant; ce qui n'empêche pas le développement de l'opposition parmi les jeunes. Les masses ouvrières en ont assez de la politique de bluff du R.D.A., surnommé le géant au pied d'argile par ses propres responsables... Les masses veulent à tout prix rompre avec la corruption qui envahit toutes les organisations...

15 février 1958.

N., Dakar.

SOUSCRIVEZ A

“la Vérité des travailleurs”

Son CCP 6965-68 Paris

La direction du P.C.F. ne veut pas donner un sens de classe à la lutte contre les rampes de lancement

L'action contre les rampes de lancement bat son plein dans le Parti Communiste... mais par le moyen des listes de pétitions. Cette campagne, rappelons-le, n'est pas menée sous le patronage du Parti mais sous celui du Mouvement de la Paix. Raymond Guyot, dans un article publié dans « France Nouvelle », daté pour la semaine du 13 au 19 mars, précise bien ce fait. Il est donc clair que le P.C.F. a décidé de ne pas donner à cette action un sens de classe. Et les gars du bâtiment de Bordeaux qui avaient pensé juste en lui donnant ce caractère ont vu leur voix étouffée comme nous le relations dans le précédent numéro.

Pourtant la solution du problème de la guerre ne peut être qu'une solution de classe. Il faut que la majorité du peuple soit entraînée dans cette action pour la paix, nous répond-on. Bien entendu, mais à condition que le parti entreprenne l'action, c'est-à-dire lance la classe ouvrière comme avant-garde et comme dirigeante. Or, précisément, il ne s'agit pas d'action mais de pétitions. C'est que la direction du Parti n'a pas du tout l'intention de se battre hors du cadre politique bourgeois. « La décision même, nous dit R. Guyot, revient au Parlement. C'est d'une extrême importance et il est du plus haut intérêt qu'elle soit soulignée au cours des démarches pour le recueil des signatures. »

Mais le but des gars du bâtiment de Bordeaux, comme celui des métallurgistes de l'usine « ad hoc » de Bourgoin, dans le département de l'Isère, qui ont débrayé pour protester contre les rampes, est de forcer la décision du Parlement avec en plus la démonstration de leur ferme volonté d'agir contre lui. C'est la voie correcte que doit prendre l'action contre la guerre.

Guyot, délibérément, ignore ces actions. Dans son article il ne fait aucune mention de Bordeaux et de Bourgoin. Seules les signatures comptent pour lui et il rappelle à notre souvenir les 14 millions de signatures recueillies sous l'appel de Stockholm qui ont empêché, dit-il, à l'époque que ne commence en Corée et en Chine la guerre atomique. Guyot est-il si stupide? Car enfin si les capitalistes ont hésité un instant, ont-ils reculé? La préparation de la guerre ne s'accélère-t-elle pas! Veut-il absolument ne pas comprendre que la lutte pour la paix, c'est l'action des travailleurs dans les usines, les chantiers et dans la rue contre le gouvernement du capital. Cette action, soutenant un programme politique

de classe, ne pouvant qu'entraîner l'ensemble de la population laborieuse et les couches moyennes.

Nous sommes obligés de le penser, Guyot ne perçoit pas ce désir profond des militants pour une telle action. Et il remarque amèrement: « Que trop nombreux sont les camarades qui se font assez complaisamment l'écho des gens qui disent: une signature, à quoi ça sert? On peut craindre que parfois ce soit l'opinion même de ces camarades. » Qu'il ne pense pas persuader du contraire ces trop nombreux camarades qui ont connaissance maintenant de l'action des métallos de Bourgoin et des gars du bâtiment de Bordeaux, en plus de leur certitude que la direction de leur parti se trompe.

La réticence des militants du PCF à se lancer dans cette campagne de signatures contre les rampes, que démontre trop bien l'article de R. Guyot, ira en s'accroissant. Le rappel à l'ordre de la direction ne changera rien, au contraire. Dans la mauvaise volonté des militants (c'est ça le reproche de Guyot) il n'y a pas que le seul sentiment de l'insuffisance de la direction dans la lutte contre les rampes, mais maintenant la conviction que c'est l'ensemble de la politique du parti qui est fautive. Ce fait est perceptible dans toutes les réunions où se rassemblent les militants de base. Le chemin de l'efficacité que retrouvent des militants de plus en plus nombreux — Bordeaux et Bourgoin le prouvent — pèsera avant longtemps sur la destinée de l'actuelle direction du parti.

Dimanche 16 mars, deux importants rassemblements de protestation contre les rampes ont eu lieu, l'un à Thionville, l'autre à Valence, avec le concours de dirigeants du PC. C'est la preuve que le Parti se trouve dans l'obligation de modifier, de par la volonté des militants et des masses, la forme initiale de la campagne contre les rampes. Mais il faut encore rappeler qu'avant Guyot, Laurent Casanova, dans un article paru dans « L'Humanité » du 14 mars, rappelait à « la loi du Parti » les militants défilants dans la campagne des signatures. Il écrivait même: « Mais quel autre moyen pour ce faire existe-t-il, camarades, qui serait plus efficace, dans l'immédiat, qu'une campagne massive de signatures rapidement conduite? »

Après Bordeaux et Bourgoin, c'est Thionville et Valence qui donnent l'idée d'un autre moyen.

NUMA.